

LIVRES EN DÉBATS

Stephen Bouquin (coord.),
Résistances au travail,
Paris, Syllepse, 2008.

Antoine Artous

Coordonné par Stephen Bouquin, qui a écrit l'avant-propos et un long chapitre de conclusion, le livre est divisé en trois grandes parties. La première, dite « théorique », comprend un texte général de Stephen Bouquin et un texte de Paul Stewart traitant du débat sur « l'individualisme et le collectivisme » dans la sociologie britannique. Dans la deuxième partie, « perspectives historiques », Bruno Scacciatelli revient sur « les sublimes » des années 1860, comme figures de l'autonomie ouvrière, Mélanie Roussel traite du paternalisme patronal dans l'industrie textile de la première moitié du XX^e siècle et Pascal Depoorter du rapport au travail à l'usine de Chausson à Creil (1950-1996). La troisième partie, « réalités contemporaines », contient une étude de José Calderon sur l'énergie nucléaire, un texte de Louis-Marie Barnier sur la pratique syndicale dans un atelier du secteur de l'aéronautique, un travail de synthèse sur les intérimaires, une étude d'Emmanuelle Leda sur le travail des femmes de chambre et des veilleurs de nuit dans le secteur hôtelier, une étude de Thomas Rothé sur la famille Faye (Sénégal) et un texte sur le sabotage en entreprise.

Le champ des études est donc très varié. Elles font toutes apparaître que la domination portée par la relation salariale a de tous temps engendré, sous des formes diverses, des contradictions et des résistances;

y compris aujourd'hui. Et celle, très intéressante, sur la famille Faye installée dans un quartier de Dakar, peut apparaître un peu incongrue dans ce contexte, mais elle montre bien comment, dans les pays du Sud, des formes communautaires fonctionnent comme cadre de domination et d'exploitation qui produit, lui aussi, des résistances.

Il existe donc des « résistances au travail ». Reste à discuter l'éclairage d'ensemble de l'ouvrage. Dans son texte sur la sociologie britannique, Paul Stewart explique que le débat ne porte pas sur l'existence – ou non – de résistances ouvrières, mais sur la grille de lecture : ces pratiques sont désormais comprises comme l'expression d'un « individualisme » et non d'un « collectivisme », selon les catégories en usage dans cette sociologie. La question n'est donc pas tant de rappeler ces résistances que de problématiser leur analyse sous deux angles : les insérer dans l'évolution des relations de travail et proposer des catégories d'analyses.

Certaines contributions donnent des indications dans ce sens ; ainsi celle de Pascal Depoorter sur Chausson. La dernière locomotive sort en 1959 de l'usine qui travaille alors pour Renault : « Avec la reconversion, on assiste à une véritable mutation d'un centre industriel, qui passe d'une organisation structurée autour de petites équipes d'ouvriers qualifiés à une vaste usine taylorisée. » (p. 104) Si les ouvriers qualifiés s'opposent au taylorisme au nom de l'autonomie au travail, les nouvelles générations, qui portent la figure de l'OS, vont, elles, résister à la soumission, aux cadences (pénibilité physique)

et à une hiérarchie dans laquelle les « anciens » sont souvent devenus agents de maîtrise.

L'auteur montre bien comment, par la suite, le management participatif utilise les astuces issues du savoir-faire des opérateurs « responsabilisés » autour de la notion de qualité : « Le savoir-faire se mesure de plus en plus dans la capacité à trouver une recette, un procédé qui améliore une technique de montage et qui finalement concourt à la productivité de l'entreprise. » (p. 107) Bien sûr peut s'y exprimer une demande de reconnaissance – qui peut se traduire en termes d'exigence de requalification – mais il serait quelque peu illusoire de croire cette dynamique susceptible de s'inscrire dans une vision émancipatrice d'un travail recomposé.

Il est dommage que ce type d'approche ne soit pas repris au niveau du livre dans son ensemble, afin de situer (dans le temps et dans l'espace productif) les différentes études et de faire dialoguer les diverses problématiques et situations historiques. Ainsi, selon la présentation du livre, « la logique de valorisation a supplanté le despotisme de fabrique ». Il faudrait sans doute mieux dire que la logique de valorisation s'articule à de nouvelles formes de despotisme d'usine. Mais ce serait effectivement un point de départ possible pour la mise en perspective des différents thèmes traités. Malheureusement, il n'en est rien. C'est d'autant plus dommage que dans son texte à caractère théorique, Stephen Bouquin donne des indications pertinentes, comme il l'a déjà fait dans sa remarquable étude sur l'industrie automobile ¹, en fai-

sant référence à la catégorie marxienne de subsomption réelle du travail au capital, notamment à la façon dont Jean-Marie Vincent s'en est emparé pour traiter de la domination du travail, comme forme sociale abstraite devenue étrangère aux individus. Outre que cela évite les pièges de la thématique de l'aliénation (chère à une certaine sociologie), Stephen Bouquin montre bien comment l'analyse de la subsomption de la force de travail au capital permet de traiter le travail comme un système de relations sociales qui dépassent l'atelier. Et il a raison de dire que, contrairement à certaines tendances actuelles de la sociologie, le problème n'est pas tant de traiter des formes de domination des individus au travail que des formes de domination sur les individus du travail devenu une forme sociale abstraite.

Dans sa conclusion, Stephen Bouquin montre bien comment, dans l'entreprise en réseau, le travail, « structuré par un process à la fois fragmenté et unifié par le flux tendu et la satisfaction du client » (p. 245), constitue une nouvelle forme d'abstraction sociale porteuse de nouvelles contradictions, oscillant entre l'appel à la subjectivité (implication du salarié) et les formes de soumission au capital. Il est d'ailleurs dommage que le livre ne comprenne pas une étude sur ce type de production. On voit bien ce qui différencie ces nouvelles formes de subsomption de formes de production, certes taylorisées, mais où l'on trouve encore des traces de la culture du métier.

¹ Stephen Bouquin, *La Valse des écrous. Travail, capital, et action collective dans l'industrie automobile*, Syllepse, 2006.

Je suis tout aussi critique que Stephen Bouquin par rapport à une certaine valorisation du travail présente dans l'histoire du mouvement ouvrier et, en partie, chez Marx. Cela dit, il faut situer dans le temps et distinguer dans l'espace. Le travail des intérimaires, ou celui de « l'entreprise réseau » (encore que cette dernière juxtapose diverses formes de production), n'est pas le même que celui analysé par Louis-Marie Barnier à propos d'un atelier de réparation aéronautique. Il y montre l'existence d'un « collectif résistant », construit à travers la pratique syndicale.

Le syndicalisme est donc fortement imbriqué dans le collectif de travail, il défend la dimension « métier » du travail, y compris en intégrant les nouveaux venus. Il souligne le caractère contradictoire des dynamiques : « En devançant les attentes supposées de la hiérarchie, le groupe se construit simultanément dans le dialogue et dans l'opposition à la hiérarchie. Mais le métier ne remet pas en cause la hiérarchie, il lui confère une légitimité différente. » (p. 147) Toutefois, ces dynamiques sont partie prenante de la transformation du collectif de travail en sujet collectif, via le syndicalisme. Ce dernier apparaît donc ici comme un élément « endogène », pour reprendre une formule de Louis-Marie Barnier, dans la construction du « collectif résistant ».

Cette approche est liée au secteur industriel étudié, mais il entend lui donner une portée plus générale qui, manifestement (même si cela n'est pas discuté), n'est pas partagée par d'autres auteurs. Il est, là aussi, quelque peu regrettable que Ste-

phen Bouquin n'explique pas ces débats et, du coup, sa propre approche. Il a absolument raison de remettre en cause un syndicalisme qui « exige le respect de l'*ethos* professionnel » tout en restant muet sur le travail « en tant qu'activité sociale contrainte ». Et, sans entrer dans tous les débats que cela suppose ², je suis d'accord avec lui sur la nécessité d'avancer une perspective générale de transformation des rapports sociaux qui réduise « la centralité du travail contraint » (p. 248). D'autant qu'il insiste fortement, contrairement à un auteur comme André Gorz, sur la nécessité de mener cette lutte au sein même des rapports de travail.

Reste à prendre comme point de départ la situation actuelle. Comme le fait remarquer Stephen Bouquin lui-même, il existe des formes très diverses de syndicalisme. Cela dit, la tonalité générale des textes a tendance à traiter le syndicalisme comme un facteur essentiellement « exogène » dans la construction de collectifs résistants. L'accent est essentiellement mis sur une « subjectivité rebelle » qui « se fraie son chemin » et des « résistances au travail » « reconstruisant des espaces d'autonomie qui échappent en partie à la domination ». C'est d'ailleurs en référence à cette « subjectivité rebelle » que Stephen Bouquin s'en prend très violemment aux analyses de Christophe Dejours sur la souffrance au travail ³ qui, selon lui, détourne les individus de la résistance

²/ Voir mon livre, *Travail et Emancipation sociale. Marx et le travail*, Syllepse, 2003.

³/ On peut se reporter à ses ouvrages *Souffrance en France*, Seuil, 1998 et *Travail, usure mentale*, Bayard, 2000.

collective (p. 20). Cela me semble quelque peu excessif mais, surtout, cela montre bien ce qui relève pour moi d'une surestimation de cette « subjectivité rebelle », expression quelque peu métaphysique des résistances au travail.

Naturellement cette « subjectivité rebelle » existe, et pas seulement au travail. Mais le recours analytique à cette entité un peu mystérieuse illustre, me semble-t-il, la remarque faite plus haut sur le manque d'adossément (même s'il est présent dans certaines contributions) de la thématique des résistances à une typologie plus poussée des formes de subsomption de la force de travail par le capital. C'est sans doute pour la même raison que le passage des résistances à la construction de collectifs résistants reste dans l'ombre.

***Histoire politique
des immigrations
(post) coloniales :
France, 1920-2008***

Coordonné par Ahmed Boubeker
et Abdellali Hajjat
Editions Amsterdam, Paris 2008

Vincent Gay

« Une histoire qui se veut créative et souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé devrait, selon moi, ouvrir de nouvelles possibilités en exhumant ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter »

Howard Zinn, *Une histoire politique des Etats-Unis*, Ed. Agone

La construction de l'immigration comme un problème touchant l'identité française a connu son heure de gloire à partir des années 1980, sous la poussée des succès du Front national puis, dans des versions plus euphémisées, dans les discours de la droite officielle ainsi que dans une partie de la gauche. Résister aux fondements mêmes d'une telle construction nécessite bien entendu une politique qui combatte les véritables responsables d'une crise sociale qui touche de plein fouet les classes populaires, et qui appelle à une égalité totale. Cependant, les thèses racistes ne prospèrent pas seulement sur la crise sociale mais savent faire appel aux blessures enfouies de la mémoire. A une mémoire souvent mensongère, tronquée, il s'agit d'opposer une mé-

moire et une histoire à même de remettre les pendules à l'heure, et donc de mettre en lumière les passages oubliés et les passagers clandestins d'une histoire de France qui ne fut jamais ni uniforme ni monocolore. La démarche initiée par les auteurs de *l'Histoire politique des immigrations (post) coloniales*, participe non seulement d'une réflexion sur l'histoire et sa construction, mais constitue aussi un positionnement politique quant à l'histoire de la France, ses lumières et surtout ses ombres. Histoire politique peut ainsi être entendu dans un double sens. Histoire des luttes, de la politisation des immigrés confrontés à l'État français, d'une part. Politique de l'histoire, d'autre part, comme pour illustrer le fait que l'histoire n'échappe pas à la politique, que la construction de l'histoire officielle est faite de travestissements, d'effacements, d'oublis, tous liés à une fonction politique assignée à l'histoire. D'où la nécessité d'une histoire alternative, qui tout en faisant œuvre de vérité, assume sa dimension et ses choix politiques, choix qui relèvent de la défense des vaincus et des oubliés de l'histoire, et, oubliés parmi les oubliés, des immigrés. Cette forme d'intervention historique que mettent en œuvre les auteurs n'arrive pas à un moment neutre. Si l'immigration n'est pas directement l'objet d'intenses recherches en sciences sociales, son histoire percute pourtant régulièrement la société française. La loi de 2005 reconnaissant « le rôle positif de la colonisation » a, en effet, rouvert un dossier que l'histoire française a toujours eu à cœur de laisser enfoui et a permis de constater qu'il s'agissait là d'un passé qui ne

passé pas, que les cicatrices de la colonisation et en particulier de la guerre d'Algérie n'étaient pas refermées. Le succès des travaux de Benjamin Stora sur l'Algérie, les récentes recherches autour de la notion de fracture coloniale ¹, l'ouverture de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) en 2007 dans les murs de l'ancien musée des colonies (devenu musée des arts africains et océaniques à partir de 1960) illustrent à leur façon la porosité des enjeux liés à la mémoire de la période coloniale et ceux qui renvoient aux phénomènes migratoires. Même si on ne peut réduire l'immigration en France aux populations issues des colonies (Suisses, Belges, Italiens, Polonais, Espagnols ou Portugais ont souvent précédé les immigrés d'Afrique ou des territoires d'outre-mer), la question immigrée aujourd'hui renvoie essentiellement à des migrations issues des ex-colonies, d'où une articulation nécessaire entre deux histoires. La référence à la notion de post-colonial dès le titre de l'ouvrage, que les auteurs écrivent (post) colonial, laisse planer une ambiguïté : s'agit-il seulement d'étudier la période coloniale et post-coloniale en cernant éventuellement les éléments de continuité et de discontinuité entre les deux ? Ou faut-il y voir un usage épistémique, à la suite de Stuart Hall ², permettant d'établir un lien qui n'est pas seulement chronolo-

¹ Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire et Olivier Barlet, *La Fracture coloniale : La société française au prisme de l'héritage colonial*, Ed. La Découverte, Paris, Coll. Cahiers libres, 2005

² Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007.

gique mais qui travaille les identités avant et après les décolonisations, modifiant les rapports de la Nation à ses étrangers, colonisés et/ou immigrés ? C'est dans cette seconde voie que semblent s'engager les coordinateurs de l'ouvrage dans leur introduction mais qui mériterait de plus amples approfondissements.

L'immigration au musée français ?

La bonne volonté des initiateurs de la CNHI, dont une partie des historiens a tout de même démissionné suite à la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale, risque cependant de muséifier une histoire, pourtant chargée de rendre justice aux oubliés de l'histoire, en réduisant l'importance de l'héritage des luttes sociales menées par les populations immigrées. Ce manque au sein de l'histoire de l'immigration renvoie, selon les auteurs de cette *Histoire politique des immigrations...*, à une incapacité à remettre en cause radicalement une vision bien-pensante du creuset républicain. Si l'intégration de l'immigration dans l'histoire nationale est désormais possible, c'est au prix d'une pacification de cette histoire, d'une prise en compte limitée des victimes de cette histoire. Contrairement aux traditions scientifiques anglo-saxonnes et aux apports des *post-colonial studies*, en France, l'ethnocentrisme républicain a « protégé ses frontières symboliques contre les peuples sans histoire ». Il s'agit donc aujourd'hui de briser cet ethnocentrisme, en se situant dans une position de combattant de l'histoire afin de revivifier des histoires enfouies qui constituent toujours des

enjeux pour le présent : « C'est sur les frontières nationales de la violence épistémique que se situe la ligne de front d'une guerre de positions. C'est là que les oubliés de l'histoire manifestent contre le consensus silencieux relatif à leur condition de parias. Là qu'ils sapent l'universel abstrait de la cité républicaine en contestant une écriture de l'histoire d'un seul point de vue. En dénonçant les silences entre les lignes de cette histoire en surplomb. »

A la lutte contre les contenus de l'histoire nationale correspond une opposition à la forme même de cette histoire, à savoir une histoire composée de grands récits ; il ne s'agit pas là, d'ailleurs, du seul cas de l'histoire de France et une critique semblable peut être adressée à l'histoire du mouvement ouvrier et du communisme. Cette histoire écrase ce qui se situe ou est situé hors du grand récit. Il ne s'agit pas, pour autant, de lui opposer un autre grand récit alternatif, mais bien d'assumer le caractère patchwork de l'histoire des luttes de l'immigration, son caractère discontinu fait de sursauts et d'éclats, auquel renvoie d'ailleurs la forme du livre, suite de contributions et de témoignages dont il n'est pas aisé de trouver l'élément homogénéisant mais qui reflète ainsi une multiplicité d'expériences irréductibles à un récit unifiant. A travers un cheminement historique, il ne s'agit pas de forger une conscience immigrée sur le même modèle qu'un marxisme vulgaire a voulu définir une conscience de classe à partir d'une vision de la classe ouvrière une et indivisible, mais bien de respecter le large spectre identitaire et expérimental

qui traverse les luttes immigrées. C'est un lien de nature diasporique qui permet d'articuler ces luttes, lien ténu mais qui permet de penser des fils conducteurs car, malgré leur éclatement, elles convergent « à l'épreuve de la rencontre avec l'État-nation » ; c'est donc dans l'opposition à une même entité – ici l'État français – qu'on peut tracer une communauté de luttes.

Positionnement sur l'histoire donc, que vient compléter une réflexion sur ce qui fait une communauté politique. Alors que l'immigration se trouve régulièrement au centre des débats publics et que l'État-nation en crise peine à organiser une communauté nationale, Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat rappellent que le malaise que traverse aujourd'hui la société française, les immigrés le connaissent depuis toujours, malaise lié au non-respect de ses principes fondateurs par la France. S'inspirant des écrits de Jacques Rancière, les auteurs s'attachent à mettre en lumière ceux qui sont restés « au bord du politique », ces surnuméraires de la cité, afin que le « vivre ensemble », le « faire société » soient empreints d'une politique qui illustre la pluralité humaine.

Immigrés et colonisés avant les décolonisations

Histoire politique des immigrations (post) coloniales s'organise en quatre parties qui renvoient à quatre âges de l'immigration. La première, intitulée « Les damnés de la terre », relate les luttes qui précèdent la Seconde Guerre mondiale et touchent les Noirs, les Vietnamiens et les Algériens auxquels trois articles sont consacrés. L'attention particulière

portée au cas algérien révèle sans doute ce qu'Abdelmalek Sayad disait de l'immigration algérienne, cas exemplaire du phénomène immigré, à savoir une situation tellement exceptionnelle, particulière, qu'elle « semble contenir la vérité de toutes les autres immigrations et de l'immigration en général, semble porter au plus haut point et à leur plus haut degré d'« exemplarité » les attributs qu'on trouve dispersés et diffus dans les autres immigrations »³. Mais la confrontation avec d'autres histoires, celles des mouvements nègres et vietnamiens entre les années 1920 et les années 1950, permet de relever différences et ressemblances qui rapprochent ou éloignent les mouvements anticoloniaux. Ainsi, quels que soient les peuples concernés, la question de l'assimilationnisme se pose, tant chez les premiers députés noirs qui n'envisagent jamais l'indépendance mais cherchent à s'intégrer à la République coloniale, que chez les constitutionnalistes vietnamiens ou le mouvement des Jeunes Algériens, y compris Ferhat Abbas qui déclarait en 1936 : « Si j'avais découvert la « nation algérienne », je serais nationaliste... Et cependant je ne mourrai pas pour la « patrie algérienne », parce que cette patrie n'existe pas. [...] Nous avons donc écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. » Autre problème qui rapproche les premiers mouvements immigrés : comment forger un na-

³/ Abdelmalek Sayad, « Une immigration exemplaire », *La Double Absence : des Illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Liber, 1999.

tionalisme à partir de nations qui n'ont jamais existé ? C'est bien le problème qui se pose à Ferhat Abbas qui a interrogé les vivants et les morts et visité les cimetières sans trouver trace de la nation algérienne. Mais c'est aussi le cas des mouvements nègres qui tentent de forger un protonationalisme empruntant à l'anti-impérialisme, au communisme, au panafricanisme porté par les Noirs états-unis et à l'antiracisme français ; cette absence de patrie noire conduira d'ailleurs à des évolutions vers des dimensions plus culturelles et à un questionnement de l'unicité du monde noir. Enfin, la question des rapports aux organisations progressistes françaises se pose pour tous les mouvements anticoloniaux. Si les mouvements vietnamiens sont divers, peu à peu les communistes deviennent hégémoniques, soutenus par le PCF qui intègre des dirigeants vietnamiens au sein du journal de son Union intercoloniale. La solidarité du Parti communiste avec les mouvements nègres est plus fluctuante, et de ces fluctuations dépendent en partie les orientations de ces mouvements qui oscillent entre anti-impérialisme et valorisation de la culture noire. La position de l'Internationale communiste face à la « question nègre » est délicate car, tout en combattant le racisme, les communistes ne veulent pas briser l'unicité de la classe ouvrière en introduisant des différences raciales et ne voient pas comment unifier à partir de critères de classe un monde noir très hétérogène. Quant aux Algériens, c'est l'ambiguïté du rapport que le PCF entretient avec l'Étoile nord-africaine – rapport fait de domination symbo-

lique et de non-prise en compte de la question religieuse – qui conduira à l'éloignement puis à l'autonomisation de celle-ci.

Parmi les éléments qui séparent les mouvements anticoloniaux, on notera que la religion joue un rôle très différent selon les mouvements. Plutôt absente chez les Noirs et les Vietnamiens, elle devient un ferment du nationalisme arabe. Alors que l'islam algérien était isolé par le pouvoir colonial, l'expérience des immigrés permet une rencontre avec des musulmans de différents pays. De plus, les oulémas vont jouer un rôle non négligeable dans l'émergence d'une conscience propre aux immigrés, qui leur permet de garder un lien culturel avec leur terre d'origine, via le canal religieux. Même l'Étoile nord-africaine, imprégnée de culture française, nouera durablement des liens avec l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France, utilisant ainsi la référence religieuse pour construire l'unité des Algériens, en France comme en Algérie.

Les immigrés au travail

La deuxième partie du livre traite des travailleurs immigrés à partir des années 1960 et montre les changements induits par mai 1968 dans les pratiques militantes des immigrés. Et on mesure là l'onde de choc qu'a constituée 68 dans la société française et dans l'émergence de nouvelles formes de luttes. En effet, ce n'est pas tant durant le joli mois de mai que les choses bougent du côté des immigrés. Alors que leur poids dans le monde du travail s'est fortement accru, leur participation aux événements est marquée par des at-

titudes variées : retrait voire fuite (10 000 Espagnols et Portugais quittent alors la France par peur), compromission ou participation parfois active mais inégale. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de question immigrée en mai 1968 contrairement aux années suivantes où une extension du domaine de la lutte permet de dépasser le cadre étroit de l'entreprise et les revendications ouvrières traditionnelles. La succession de grèves dans les bastions ouvriers liée à l'augmentation des cadences de travail et l'absence de promotion des OS mobilise les immigrés, en partie en marge du mouvement ouvrier traditionnel mais sans qu'émergent pour autant des revendications spécifiques. Ces luttes ouvrières s'articulent rapidement à des questions qui, cette fois, touchent uniquement les immigrés et se situent hors de l'usine : droit au logement avec les longues grèves des loyers dans les foyers Sonacotra (d'abord en 1973 et 1974, puis de 1975 à 1979), qui en réalité dépassent la seule question du logement et touchent à la gestion de la main-d'œuvre immigrée par l'Etat français ; protestations contre le racisme dans un climat où la société française n'est pas débarrassée d'une xénophobie primaire, d'un racisme hérité de l'époque coloniale ; luttes pour le droit de vivre ici qui consacrent l'émergence de la catégorie de sans-papiers ; luttes des femmes liées aux mutations sociologiques dans l'immigration et à leurs poids accrus. Celles-ci posent alors la question d'une double autonomie à la fois vis-à-vis des hommes et vis-à-vis d'un féminisme blanc paternaliste. C'est donc de façon multiforme que

les immigrés apparaissent sur la scène sociale des années 1970, mais l'expression la plus aboutie ou, en tout cas, la plus pensée a peut-être été celle du Mouvement des travailleurs arabes (MTA). Créé en 1972 avec des militants sympathisants de la Gauche prolétarienne rencontrés dans les comités Palestine, le MTA transforme le militantisme immigré à la fois vis-à-vis des organisations françaises, y compris celles de la gauche révolutionnaire, en instituant une véritable autonomie, et vis-à-vis de bon nombre de militants arabes dont l'activité politique est essentiellement tournée vers leurs pays d'origine. Le territoire français est désormais constitué comme un territoire de lutte et, dix ans après la fin de la guerre d'Algérie, la référence à l'arabisme cherche à transcender les identités nationales, afin d'unifier tant culturellement que politiquement les immigrés arabes face à un Etat oppresseur. S'il s'agit là d'une expérience courte - le MTA se dissout en 1976 - c'est sans doute celle qui interroge le plus quant aux rapports entre le mouvement ouvrier et les immigrés politisés, ces derniers étant victimes d'une exclusion politique et syndicale de la part d'une gauche prompt à se réfugier derrière l'image d'une classe ouvrière homogène et sans contradictions.

Deuxième, troisième génération...

La troisième partie de l'ouvrage effectue un saut générationnel puisqu'elle traite des enfants de banlieues, enfants d'immigrés bien souvent nés en France mais pas complètement français aux yeux de la

société. Ici les auteurs se font passeurs d'expériences en donnant la parole à des acteurs de plusieurs luttes, à travers des entretiens relatant les grèves de la faim contre les expulsions, la naissance et les activités de l'association lyonnaise *DiverCité*, celles du comité national contre la double peine et du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) ou de l'Union des jeunes musulmans, ou encore l'engagement des femmes musulmanes. Ces entretiens sont précédés d'un panorama d'une expérience militante générationnelle, du début des années 1980 aux années 2000 qui voient une évolution des mouvements et de leurs référents. Suite aux désillusions qui ont suivi la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 (dite « marche des beurs ») et aux « impasses du mouvement beur », la recherche d'autonomie vis-à-vis de la gauche, et en particulier du Parti socialiste qui a trahi tant d'attentes, se fait plus pressante et favorise une myriade d'associations qui ne parviendront jamais véritablement à s'unifier nationalement. Mais elles seront toutes porteuses des mêmes aspirations, contre le racisme et donc contre la police et la justice inique et seront porteuses d'un imaginaire politique fait d'acceptation de la différence, contre les tendances d'une « élite beur » cherchant à s'intégrer socialement et culturellement en reniant un passé et une histoire.

Actualités des luttes immigrées

La dernière partie tente de décrire certains axes des nouvelles figures des luttes de l'immigration, confron-

tées à de nouvelles problématiques, notamment celles de la religion ou celles d'une nouvelle question noire. A nouveau, la question de l'autonomie est posée, même si celle-ci mériterait un éclairage plus théorique. C'est sous cet angle de l'autonomie que sont interrogés les rapports entre extrême gauche et luttes de l'immigration post-coloniale, ce qui permet à Saïd Bouamama d'instruire un procès à charge contre l'extrême gauche française, non dénué de fondements, mais dont le caractère par trop unilatéral ne permet pas réellement de saisir ce qui distingue les différentes organisations qui, hormis pour un temps certains groupes maoïstes, seraient porteuses d'une même vision essentialiste de la classe ouvrière, faisant fi des contradictions internes aux classes populaires et développant une attitude paternaliste vis-à-vis des immigrés. L'article d'Abdellali Hajjat qui prend comme point de départ les révoltes des quartiers populaires permet de cerner finement les difficultés que connaissent les mouvements actuels de l'immigration à partir de trois phénomènes : la crise du militantisme dans les quartiers populaires, le poids médiatique dans la construction de la légitimité des causes et la primauté accordée aux stratégies de reconnaissance identitaire. Alors que les militants des années 1980 étaient le fruit de processus d'auto-organisation, les militants des associations récemment créées, en particulier après les révoltes de 2005, ont un profil sociologique différent, souvent salariés dans le secteur social, et sont plus proches des institutions locales gérées par la gauche. Ces évolutions illustrent « les divi-

sions sociales qui traversent le monde associatif des quartiers populaires», sans que cela soit le seul obstacle au militantisme dans ces quartiers. On peut ainsi relever les difficultés pour des militants des quartiers populaires à s'intégrer dans le jeu politique partisan du fait de leur méconnaissance des habits propres à ce champ. Enfin, le délaissement de l'intervention politique pour y substituer une activité culturelle permise par l'apparition de nouveaux médias (Beur TV, Beur FM...) a favorisé la dépolitisation de la question immigrée. Le problème du poids médiatique est décrit à travers l'attitude du Mouvement des Indigènes de la République (MIR) qui, pour compenser un déficit sociologique d'intégration dans les quartiers populaires, cherche à se forger une légitimité politique à travers une intervention médiatique plus que de terrain, en renversant radicalement le discours dominant. Le recours à l'écrit, le travail discursif, l'invention de néologismes et de slogans provocateurs permettent d'attirer les yeux et les oreilles et de compenser ainsi le manque de légitimité par une sur-enchère radicale et une mobilisation permanente de la référence coloniale ; mais ces aspects sont aussi les marqueurs d'intellectuels plus ou moins déclassés en quête d'une légitimité populaire introuvable. L'utilisation de la référence coloniale, très récente en France alors qu'elle était complètement absente dans les années 1970 et 1980, devient alors un moyen de reformuler les termes politiques autour de l'immigration, pour servir les intérêts symboliques d'une partie des militants de l'immi-

gration. Cela a des conséquences hors de ce champ du militantisme en quartiers populaires, en particulier chez les historiens dont une partie critique l'importance prise par la notion de fracture coloniale et estime, à l'instar de Gérard Noiriel, que « le succès médiatique des diatribes contre le colonialisme aujourd'hui tient au fait qu'elles ne gênent plus grand monde »⁴, ce qui reste encore à démontrer au vu du discours de Dakar de Nicolas Sarkozy.

Parmi les autres nouvelles questions qui se posent aux luttes des immigrés, on mentionnera aussi celle des expériences politiques par le biais électoral, à travers un entretien avec Salah Amokrane à propos du parcours des Motivés qui, partis d'une initiative associative, ont été élus à la municipalité de Toulouse en 2001 puis candidats aux législatives de 2002. Dans une autre perspective, le lancement du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) fait surgir dans la France des années 2000 une question noire qui participe d'une tendance racialisante⁵ pour traiter les phénomènes sociaux et interroge sur l'unité de couleur entre des immigrations qui peuvent

4/ « Itinéraires d'un engagement dans l'histoire. Entretien avec Gérard Noiriel », *Mouvements*, n° 45-46, mai-août 2006.

5/ Nous ne mettons pas sous les termes « racialisante » ou « racialisation » de connotation péjorative, mais ce vocable est un mode d'approche de phénomènes où les groupes sociaux, les individus, leurs modes de reconnaissance mutuelle sont appréhendés à travers des critères de race, race étant ici entendu non pas comme une caractérisation biologique mais sociale. Voir Didier Fassin et Eric Fassin (dir), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, Ed. La Découverte, Coll. Cahiers libres, 2006.

venir d'Afrique (donc citoyens non-français) et des DOM-TOM (citoyens français, mais d'un genre particulier). De même qu'une nouvelle question féministe surgit, ou en tous cas de nouveaux questionnements, provoqués par le développement d'associations antagonistes qui disent vouloir chacune à leur manière porter la voix des femmes des quartiers populaires et issues de l'immigration. Si les Blédardes ou le Manifeste des femmes indigènes se situent dans un pôle de radicalité post-coloniale, la période récente a surtout rendu possible l'éclosion médiatique de Ni putes ni soumises analysée par Nacira Guénif-Souilamas comme le symptôme d'une « doctrine civilisatrice et assimilatrice » et « une entreprise coloniale de moralisation au féminin ».

On le constate, malgré un éparpillement et des divergences majeures, les mouvements de l'immigration et des quartiers vivent, existent, se renouvellent et sont facteurs de multiples débats. L'entretien qui clôt cette histoire politique des immigrations permet, à travers le récit d'un parcours personnel ⁶, de saisir ce qui fonde la question identitaire aujourd'hui chez les militants immigrés ou issus de l'immigration, et en particulier les femmes, et les questionnements politiques qui s'en-

suivent. Questionnements qui touchent à la façon d'articuler les luttes contre trois types de domination, le sexisme, le racisme et les inégalités sociales. Appréhender l'absence de hiérarchie entre ces trois dimensions, saisir l'irréductibilité de l'une à l'autre tout en gardant à l'esprit les rapports qui se jouent entre elles, devraient permettre à une gauche radicale digne de ce nom de sortir d'une vision bassement économiste de la conflictualité sociale.

Alors que le présent invite aux mémoires éclatées, en miettes, voire à la concurrence mémorielle et victimaire, la tentative de tracer des fils de continuité afin de ne pas briser les fragiles héritages des luttes de l'immigration est une œuvre salutaire. En particulier, jeter des ponts entre ce qui précède la période coloniale et celle qui suit les indépendances permet de saisir de nouvelles questions mais qui ne surgissent pas de nulle part, la mémoire coloniale travaillant en profondeur les référents et les identités de l'immigration actuelle. La transition « de la nation à l'usine » puis « de l'usine au quartier » ne s'est pas faite sans heurts ni déchirements, mais les reconfigurations de la question immigrée ne peuvent faire l'économie de la généalogie des luttes, afin de nourrir la cause des quartiers populaires et permettre le dépassement des clivages qui traversent ces quartiers.

⁶/ « *Avridh d'avridh – El hak del hak* : ce qui est juste est juste. Itinéraire de « Kahina X ». Le pseudonyme de Kahina – peut-être est-ce d'ailleurs le véritable prénom de cette militante – n'est pas innocent puisque la Kahina, femme et reine au VII^e siècle, a été la figure centrale de la résistance berbère aux invasions arabes. Femme, berbère, juive (du moins selon certaines sources), elle symbolise aussi bien la résistance et la révolte que l'altérité face aux identités imposées et aux rôles déterminés.

Denise Urcelay-Maragnès
**Volontaires cubains dans
 la défense de la République
 espagnole – 1936-1959**
 Ed. de L'Harmattan, 2008

Michel Lequenne

Sous ce titre trop limitatif, parce que repris de celui de sa thèse à l'université des Antilles et de la Guyane, Denise Urcelay-Maragnès nous donne un travail historique d'un intérêt politique de grande importance, parce qu'éclairant à la fois l'histoire du Cuba, de son indépendance à Batista, et la politique subtilement contre-révolutionnaire du Stalintern.

L'intérêt de Denise pour la guerre civile espagnole de 1936-1939 est venu de loin : du père Basque espagnol, ouvrier ajusteur armurier, syndicaliste venu travailler en 1921 à Hendaye dans une fabrique d'armes, et de toute la famille qui se réfugia en France, fuyant les terribles bombardements fascistes, dont Guernica est le grand souvenir. Devenue trotskiste dans les dernières années de ce qui fut appelé la « traversée du désert » de la IV^e Internationale, Denise se lia avec Daniel Maragnès, et ils devinrent de précieux membres de la rédaction du journal d'alors de la section française, *L'Internationale*. Se fixant ensemble dans la Guadeloupe natale de Daniel, le court-circuit révolutionnaire Espagne/Antilles était fatal.

Dès le départ du long travail qui a conduit Denise Urcelay à sa thèse et à son livre, elle a fait un constat politique curieux : l'importance du contingent cubain dans les brigades

internationales (732 brigadistes) à l'encontre des autres contingents sud-américains et antillais (de quelques dizaines pour les différents pays, au seul Mexique n'en comptant que 134 ou, car on ne sait au juste, 464 !). Cela allait la conduire loin, et à maintes découvertes.

Au départ du phénomène, à première vue mineur, il y avait un paradoxe : Cuba avait été la dernière colonie américaine de l'Espagne à conquérir son indépendance, et dans une dure guerre de 1895 à 1898, d'où la violence de l'anti-hispanisme du peuple de la grande île, qui s'étendit aux Espagnols qui y étaient restés, ou y revinrent comme travailleurs.

Denise a donc dû, pour comprendre l'inversion de l'attitude du peuple cubain, étudier l'histoire de la République cubaine. Celle-ci forme le deuxième chapitre de son livre. Et il s'agit d'un pan d'histoire du mouvement ouvrier qui est aussi celle d'une lutte révolutionnaire ininterrompue, à la fois nationale et anti-impérialiste, du fait que les Etats-Unis, en tant que pays allié dans la guerre d'indépendance, n'ont pas tardé à devenir le pire ennemi par ses visées néo-coloniales.

Un des grands obstacles à la lutte révolutionnaire a donc été l'affrontement des travailleurs cubains avec les « immigrés » espagnols ! Les grands efforts des anarchistes et syndicalistes anarcho-syndicalistes, puis des communistes ont eu bien du mal à surmonter ce handicap. Trois décennies de luttes, dont nombre armées, se terminant en défaites, la plupart sanglantes, tel était le bilan à la veille de la guerre civile d'Espagne.

Mais là intervient la rencontre de deux développements politiques qui vont entrer en conjonction : d'un côté, la réponse révolutionnaire du prolétariat espagnol au coup d'État de Franco, qui va provoquer une réaction de solidarité de classe de celui de Cuba et sa prise de conscience de l'existence de deux Espagne ; de l'autre, le changement de politique du Komintern, passé de l'ultra-gauchisme, qui a permis la victoire de Hitler, aux fronts populaires d'union des classes et d'unité avec les impérialismes « démocratiques ».

Beau coup double contre-révolutionnaire qui, profitant des défaites dans leur lutte, à la fois de classe et anti-impérialiste à Cuba, réussit à détourner la combativité et le magnifique esprit de classe des prolétaires cubains, de leurs objectifs révolutionnaires nationaux vers la guerre contre le fascisme en Espagne.

Ils paieront lourdement leur engagement dans cette guerre dont Denise nous rappelle, en une enquête minutieuse, la contribution de la direction stalinienne à la défaite : au moins 10 % de morts et quantité de blessés. Quant aux survivants échappés aux bagnes de Franco et aux camps de la démocratie française, ils retrouveront Cuba dans l'union sacrée de leur parti communiste avec le dictateur « démocratique » Batista, sous l'égide des Etats-Unis !